



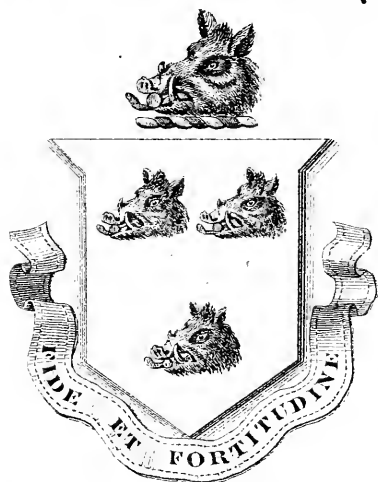
Accessions

159. 821

Shelf No.

XG. 3656.6

*Barton Library.*



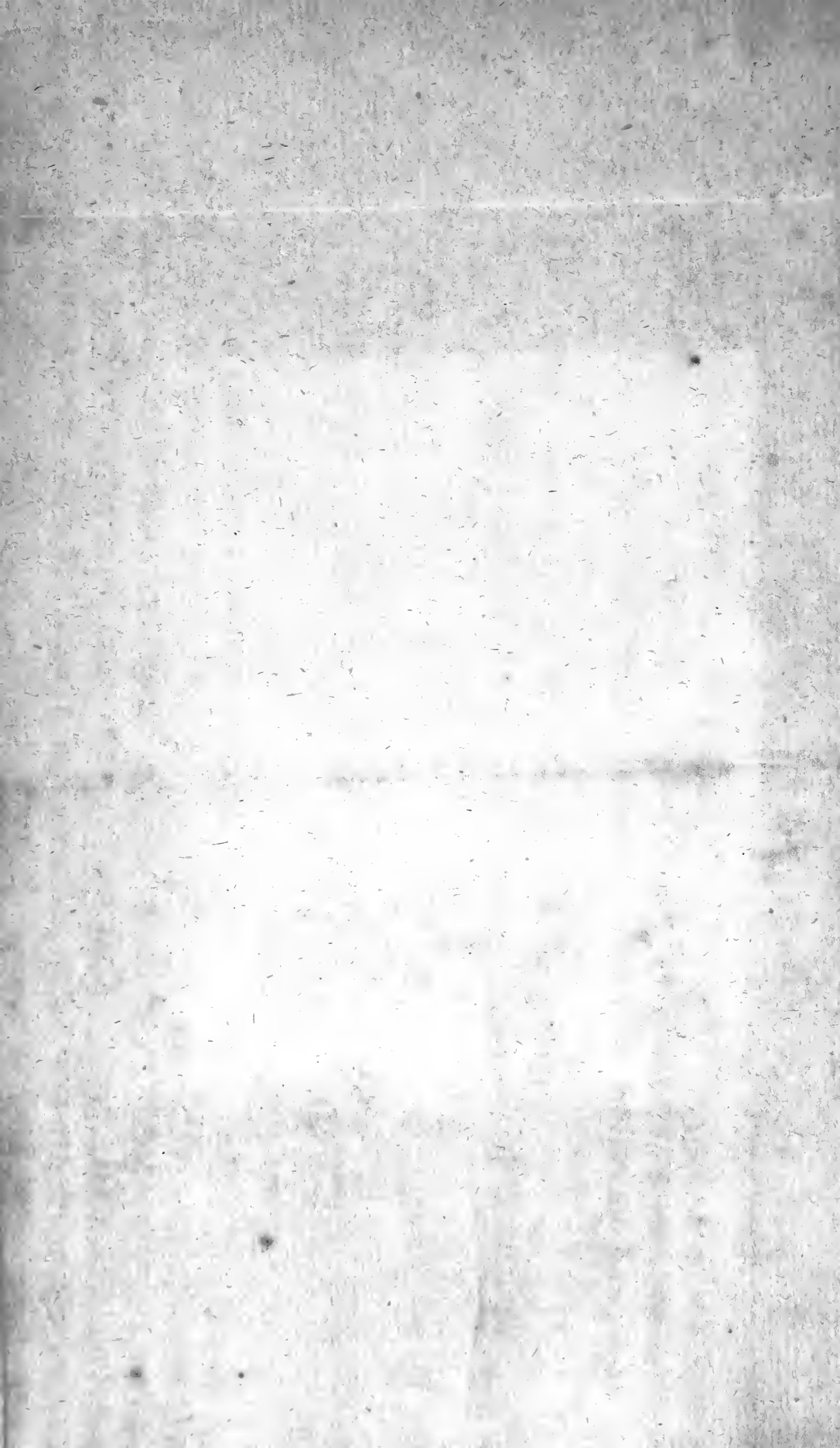
*Thomas Pennant Barton.*

**Boston Public Library.**

*Received, May, 1873.*

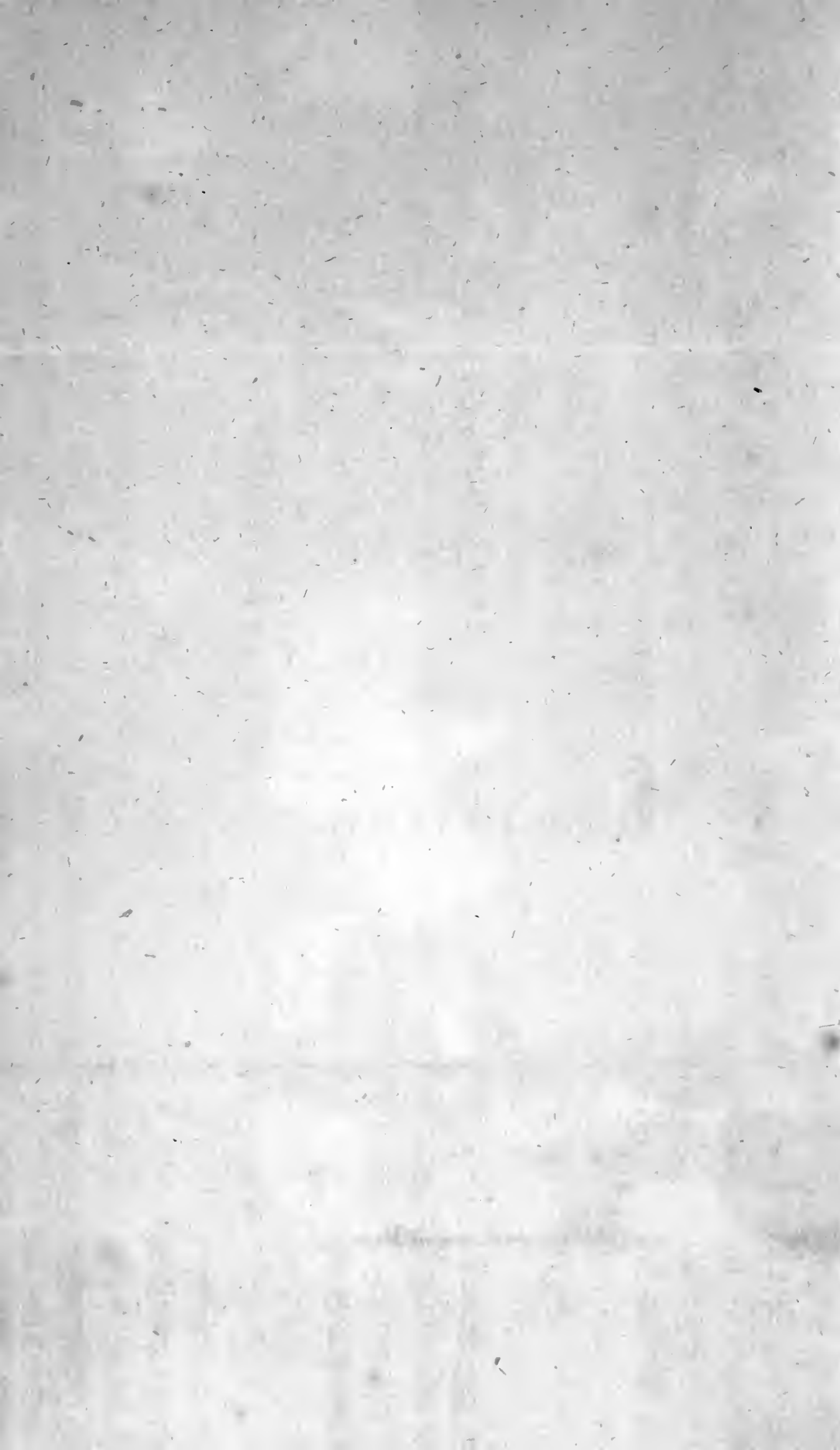
*Not to be taken from the Library.*

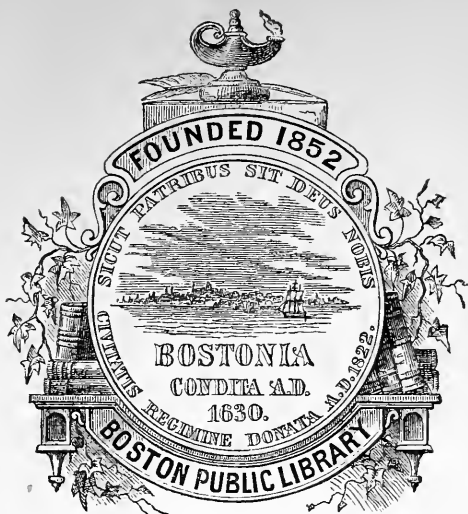












306

PAMPHLETS.

French  
Revolution

1789.

Boston Library.

10.3656.6

10.7.82.1

May 1873



29  
LE REQUIEM

DES

FERMIERS GÉNÉRAUX,

OU

P L A N

DE RÉVOLUTION

DANS LES FINANCES.

---

---

1789.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

500 N. 5TH ST. NEW YORK, N. Y.

1900

# LETTRE

*A M. BLANC-GILLI , de Marseille.*

MONSIEUR ,

DEPUIS long-temps je désirois fournir à ma patrie mon petit contingent de lumieres dans les affaires publiques , & mon manuscrit étoit prêt d'aller à la presse. Dans cet ouvrage , je prouvois que la taille personnelle contre toute la noblesse , le clergé , moines , abbesses , religieuses , séminaires , congrégations , étoit préférable à l'impôt territorial , qui peut être feroit augmenter les denrées. J'établissois encore que la taille personnelle se répartiroit plus également , & que les recouvrements se feroient à peu de frais ; enfin j'augmentoies les revenus du souverain de 320 millions , quoique je ne laissasse subsister que cinq impôts , savoir : la capitation , l'industrie , les deux vingtiemes sur les maisons , les droits sur les marchandises venant de l'étranger , & la taille personnelle. Tous les impôts auroient été

abolis , ainsi que toute la hiérarchie financière ; mais un seul exemplaire de votre ouvrage qui se trouve ici , m'a tombé sous la main , & j'ai envoyé le mien aux chiffonnières. Quatre-vingt-onze pages d'impression , sans interlignes , & d'un très-petit caractère , ont exigé quatre heures d'assiduité pour les dévorer ; & en sortant de vous lire , je me suis cru somnambule ; puis revenu de mon étonnement , j'ai relu votre ouvrage , en m'attachant seulement à vos incroyables calculs , que j'ai fait réimprimer , mais décharné de tout ce qui pouvoit distraire le lecteur du fond de la question. *La France, Monsieur, va vous lire , & vingt-quatre millions d'hommes béniront M. Blanc-Gilli, de Marseille.*

J'ai l'honneur d'être bien respectueusement,

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-  
obéissant serviteur,

\* \* \*

Lyon, ce 29 mars.

# A U R O I.

S I R E,

VOTRE MAJESTÉ a annoncé, dans tous ses édits & déclarations, que le bonheur de ses peuples étoit la plus chere espérance de son cœur ; & pour l'opérer, VOTRE MAJESTÉ a daigné descendre de son trône, pour s'asseoir au milieu de nous, afin d'écouter nos doléances. Permettez, SIRE, que je jouisse, comme un de vos fideles sujets, de la faveur que vous avez bien voulu accorder à la nation, pour présenter à VOTRE MAJESTÉ un projet qui rempliroit ses vues bienfaisantes, tripleroit ses revenus, &, par un seul & unique impôt levé sans frais, nous ren-

droit tous heureux. La Divinité avoit ,  
sans doute , réservé à VOTRE MAJESTÉ ,  
pour prix de ses vertus , de régénérer la  
France. Jouissez , SIRE , d'un si beau  
triomphe ; il fera l'apanage de vos illustres  
successeurs , & fera passer d'âge en  
âge , jusqu'à la postérité la plus reculée ,  
le nom glorieux de LOUIS XVI , LE  
PACIFIQUE.

Je suis , avec le plus profond respect ,

DE VOTRE MAJESTÉ ,

SIRE ,

Le très-soumis serviteur  
& fidele sujet ,

\* \* \*.

# LE REQUIEM

D E S

## FERMIERS GÉNÉRAUX.

---

A FIN de les enterrer , je vais démontrer à la nation , par les regles de l'arithmétique , qu'elle paie annuellement , pour les impositions royales , trois milliards cinq cent dix millions ; que de cette somme formidable , les mémoires de M. Necker sur l'administration des finances annoncent cependant qu'il n'en est versé au trésor royal que 585 ; & pour faire cette preuve , M. Blanc-Gilli de Marseille déclare qu'il a été publié des relevés de contributions de quelques districts du royaume , dont les résultats sont , qu'ils avoient perdu plus des quatre sixiemes de leur total , pour les frais de régie , avant que d'arriver à Paris , sauf les profits des fermiers généraux à prélever sur les deux sixiemes res-



tans. Ce ne seroit donc pas exagérer , dit M. Blanc , si j'établissois sur cette base que la somme actuelle des revenus de l'état n'est que la sixieme partie de ce que la nation donne au fisc ; & , si d'après la vérité de ce fait , on multiplie la somme de 585 millions par le nombre 6 , on trouvera réellement un total de trois milliards cinq cent dix millions , que nous donnons annuellement pour les impositions , sans y comprendre celle des villes pour leurs dépenses particulieres. Je prie mes lecteurs , dit M. Blanc , de ne regarder ce calcul que comme une supposition jusqu'à ce que j'en aie fait la preuve légale : il faut ajouter à ces trois milliards cinq cent dix millions , les amendes , les accommodemens de 50 écus pour un morceau de tabac de trois sous , une légion de procès pour connoître au vrai ce qu'on doit payer , les saisies , &c. &c. Nous savons cependant qu'il n'est donné à personne de pénétrer dans le ténébreux labyrinthe où le monstre de la finance va s'abreuver du sang des peuples ; mais avec l'aide de l'arithmétique , nous parviendrons à découvrir une partie de ses atrocités.

On compte en France vingt-quatre

millions d'hommes. Je pars de ce point pour arriver à mon but ; & je dis que ce nombre donne d'abord aux financiers une dixieme portion du capital de leur commerce & de leur industrie ; ce qu'on peut démontrer par les livres des négocians. Nous donnons encore une fixieme portion du revenu de nos terres & autres propriétés , par les dispositions de la taille , capitation & autres impositions. Je dis que les seuls droits de contrôle & d'insinuation font le douzieme des sommes stipulées dans les actes ; je dis que les consommateurs de tabac achètent cette plante à quatre cents pour cent au bénéfice de la ferme ; je dis que nous payons le papier timbré à 800 , à 1000 & à 1200 pour cent au dessus de sa valeur ; le sel , depuis 500 jusqu'à 1200 pour cent , selon que nous nous trouvons en pays de grandes ou petites gabelles ; je dis que les boissons en vin , cidre & eau-de-vie paient , dans leur transport d'une ville à l'autre, jusqu'à trente droits différens , & qu'elles ont triplé leur valeur quand elles sont arrivées à leur destination ; je dis que la poudre d'amidon paie le tiers de sa valeur ; les cuirs de tannerie , mégisserie & autres , un cinquieme ;

les papiers , un quart ; & un nombre infini d'autres choses , nécessaires aux premiers besoins de la vie , paient aussi des droits qui , les uns dans les autres , forment la sixieme portion de leur valeur , sans compter la répétition de la plupart de ces droits , selon que les marchandises changent de forme ou de destination ; les droits de de pesage à toutes les ventes & reventes , qui se multiplient à l'infini dans les opérations du commerce : je dis enfin que le cinquieme au moins de ce que nous payons nous est perçu en fraude par les fermiers , soit dans la quantité de terre & d'eau qu'ils ajoutent au sel & au tabac , soit ce que leurs préposés perçoivent aux portes des villes , contre l'intention même des chefs , soit par des supplémens de sous , anciens sous , de nouveaux sous pour livre , de fausses mesures aux gabelles , & de faux poids aux douanes , & autres voleries arbitraires. Si tout ce que je viens de dire , au témoignage de toute la France , est vrai , je me flatte que les 3 milliards 510 millions que j'ai supposés être le déboursé annuel des peuples , pourroient bien être changés , non-seulement en une vérité , mais encore s'élever au-dessus.

Voyons s'il nous feroit possible, à l'aide des calculs , de connoître le vrai produit de l'impôt sur le sel : d'abord il est constant que tout le monde consomme du sel. Les enfans seulement à l'âge de cinq ans , & que nous déduisons pour un seizieme de la population : la quantité que chaque individu consomme est connue dans tous les ménages pour aller aux environs de neuf livres : cependant je ne ferai mon calcul qu'à sept , ce qui ne fait qu'un quart d'once par jour pour une personne : il faut ajouter à cette consommation celle des salaisons pour les provisions du pays , celle des grosses viandes pour les équipages de mer , celle de certains arts , & celle des bestiaux , en raison de celle des hommes , nous la croyons de rigueur absolue huit fois plus considérable pour les moutons seulement ; car il est de fait que les hommes consomment une livre de viande par jour les uns dans les autres , en compensant un quart de ceux qui n'en mangent point , par un quart de ceux qui en mangent davantage. Par conséquent , si un mouton dépouillé & vuide pèse trente livres , un homme aura huit moutons pour sa consommation de deux cent qua-

rante jours , laissant les cent vingt-cinq jours restans de l'année pour abstinence , & qui ne le font pas pour beaucoup d'individus. Il est donc clair que ce genre de bestiaux est à la quantité des hommes comme de huit à un ; il faut ajouter à cette quantité les bœufs , les chevres , les bêtes de somme , auxquelles on donne du sel pour les conserver en santé ; tout cela doubleroit peut-être le nombre des hommes , & à la rigueur pourroit l'égaliser : mais je veux encore les laisser en arriere , afin qu'on ne dise pas que j'exagere ; & je fixe la population de tous les bestiaux consommant du sel à huit fois celle des hommes : la quantité de sel qu'on donne à chaque animal est à peu-près d'une once & demie par semaine , ce qui pourroit faire quatre livres par an ; mais je veux me me fixer à trois livres. Qu'on multiplie maintenant la quantité des hommes par le nombre huit des bestiaux ; qu'on multiplie la quantité des bestiaux par le nombre trois de chaque portion de sel , & qu'on calcule le prix de ce produit , qui est la quantité de sel en consommation , on trouvera que les bestiaux en consomment trois fois plus que les hommes : il

faut ajouter à cette consommation , celle des provisions salées de tous les ménages , les salaisons fines , celles des grosses viandes pour les équipages de mer , & les cargaisons du commerce , que nous supputons s'élever trois fois à celle des hommes ; ces derniers objets feroient monter la consommation à six fois & plus Mais , afin de toujours supputer avec la plus extrême rigueur , nous retranchons encore deux portions de ce volume , & nous disons que la consommation du sel pour les bestiaux , salaisons de toute espece , & la quantité nécessaire dans certaines manipulations d'arts & métiers , sont , de rigueur inexpugnable , quatre fois celle des hommes ; & nous allons faire l'application de ces principes aux calculs ci-après.

Les pays de grandes gabelles contiennent 8 millions 300 mille habitans. Le sel y vaut 13 sous la livre ; la quantité qu'on en débite ( d'après l'ouvrage sur l'administration des finances ) est de 760 mille quintaux.

Les pays de petites gabelles contiennent 4 millions 600 mille ames. Le sel vaut 6 sous 6 deniers ; le débit en est de 540 mille quintaux.

Les pays des salines contiennent 1 mil-

lion 900 mille habitans. Le sel vaut 4 sous 6 deniers; le débit en est de 540 mille quintaux.

D'après ce résumé, le sel ne produiroit qu'une somme de soixante & douze millions cent trente-sept mille livres; mais comme M. Necker n'a pu former son calcul que d'après les tableaux que les fermiers lui ont remis; on juge bien que ces Messieurs n'ont pas été si dupes que de lui dire la vérité. Par conséquent, nous avons le droit de procéder à un autre calcul; le voici. D'après les principes que nous avons établis en calculant la consommation de chaque individu & de chaque animal, le lecteur comparera notre travail & le tableau que les fermiers ont présenté au ministre, & l'on verra s'ils n'en ont pas évidemment imposé, & imposé grossièrement; on en va juger.

On compte dans les pays de grandes gabelles 8 millions 300 mille habitans; il faut en déduire 300 mille pour les enfans; reste pour 8 millions d'hommes consommant du sel. A les taxer à sept livres de sel chacun, 56 millions de livres pesant, qui, débitées à 13 sous la livre, donnent la somme de 36 millions 400 mille liv.

Consommation des bestiaux, faisons



de toute espece , grosse viande pour les vaisseaux & pour certains arts , quatre fois cette quantité , & quatre fois cette somme de 145 millions 200 mille liv.

Total pour le pays de  
grandes gabelles. . . . . 181,600,000

On compte dans les pays de petites gabelles 4 millions 600 mille ames ; j'en déduis 200 mille pour les enfans ; reste 4 millions 400 mille ames. A sept livres de sel par tête , 30 millions 800 mille livres pesant , à 6 sous 6 deniers la livre , 10 millions 10 mille livres.

Consommation des bestiaux & salaisons de toute espece , quatre fois cette quantité & quatre fois cette somme , 40 millions 40 mille livres.

Tot. pour les pet. gabelles, 505,050,000

Dans le pays des salines , on compte 1 million d'habitans ; j'en déduis 100 mille pour les enfans , reste 1 million 800 mille ames. A sept livres par tête , 12 millions 600 mille livres pesant de sel , à 4 sous 6 deniers la liv. ci , 2 millions 885 mille livres.

Consommation des bestiaux , salaisons de toute espece , quatre fois cette quantité , & quatre fois cette somme , 11 millions 540 mille livres.

Tot. pour le pays des salines. 14,425,000

Tot. de ces trois sommes. L. 246,075,000

Sur cette somme , nous abandonnons encore les droits que paient les pays rédimés , & ceux qu'on appelle de quart de bouillon , dont l'objet est peu conséquent. Mais si , malgré les retranchemens excessifs que nous avons faits dans cette supputation , on la trouvoit exagérée , je ne demande pas encore qu'on s'y tienne : on pourra y faire les modifications qu'on jugera à propos ; mais il n'en restera pas moins bien constant que sept livres de sel par année , pour la consommation d'une personne , n'est pas trop ; ainsi que quatre livres trois quarts par année pour chaque animal. La supputation que nous avons faite aussi pour les salaisons fines , les grosses viandes , les équipages de mer , & les cargaisons du commerce , que nous avons évaluées à trois fois celle des hommes , auroit pu s'élever à six ; & en joignant la quantité de sel nécessaire à cer-  
tains

tainis arts , nous soutenons qu'en retranchant deux portions de ces six , la quantité de sel pour ces derniers objets est de rigueur inexpugnable quatre fois celle des hommes : mais d'après la véracité de ces calculs , les fermiers en ont donc évidemment imposé à M. Necker , lorsqu'ils ont déclaré à ce ministre que le sel ne produisoit que

L. 72,137,000  
tandis qu'il raporte évidem. 246,075,000

Quelles voleries ! nous espérons que nos lecteurs seront contents de ce petit article !

Voyons celui des cuirs : courage , lecteurs , il est curieux. L'impôt des cuirs grossit infiniment le compte , puisqu'il absorbe le quint de la valeur de la marchandise , & il n'y en a aucune de plus forte consommation , puisqu'elle est générale comme le sel : elle est d'autant plus considérable depuis l'impôt , que pour se retrouver au niveau de l'accroissement excessif du prix de toutes choses , la tannerie a été forcée de se dégrader dans sa fabrication , au point que les gros cuirs , qui , selon les bonnes règles du tanneur , doivent rester jusqu'à trois ans en opération ou dans les fosses , sont livrés au bout de cinq mois aux consommateurs.

Les cuirs mous sont traités dans la même proportion : on sent que cette différence doit se retrouver à l'usage. Il est à remarquer en effet qu'un homme autrefois étoit très-bien chauffé avec quatre paires de souliers par année, tandis qu'aujourd'hui, celui qui est obligé de vaquer à ses affaires, en use douze paires; & ceux qui se piquent d'être chauffés élégamment en usent jusqu'à quinze paires : mais ne donnons à chaque individu que huit paires de souliers par an, & laissons en arriere les bottes, bottines, guêtres qui compensent pour la valeur de deux & quatre paires de souliers, vous aurez compensé par ce moyen ceux qui n'ont pas de chaussures : multipliez ce nombre par 23 millions, déduction faite des enfans jusqu'à six ans : calculez le produit au prix de 40 sous l'un dans l'autre, valeur intrinsèque du cuir par chaque paire de souliers, vous trouverez une somme de 368 millions. Ajoutez à cela les exportations immenses qui se font dans les îles; ajoutez encore le cuir pour les carrosses, les selles, culottes, grands coffretiers, relieurs, & l'emploi pour certains meubles, &c. &c. nous croyons que ce n'est pas enfler notre évaluation que de tripler la quantité; cepen-

dant nous ne la porterons dans notre compte que pour le même objet , afin qu'on ne dise pas que nous faisons des contes bleus. Hé bien , par ce calcul nous allons prouver , de rigueur absolue , que la tannerie de toute la France fait rouler un capital de 736 millions , & cela s'arrange parfaitement dans la proportion des relevés de compte de la tannerie de Provence , qui roule autour de 45 millions tous les ans. Si du produit que nous avons trouvé , nous prenons le quint de l'impôt , nous verrons qu'il s'élève à la somme de 147 millions 200 mille livres : faites un total de cette somme avec le produit des gabelles ; donnez à ce total 40 millions pour le produit net du tabac ( d'après ce qu'en accusent les fermiers ) , l'ensemble de ces trois impôts doit s'élever à la somme de 433 millions 275 mille livres : donnez encore à cette somme le recouvrement de l'impôt sur le papier , objet de consommation immense , qui embrasse le papier à écrire , imprimerie , pliage & tapissierie ; c'est un impôt qui perçoit le quart de la valeur ; ajoutez celui sur les cartes à jouer , qui préleve le quart de la valeur ; sur la poudre à poudrer , un tiers : j'ose affirmer

que ces six impôts outrepassent la somme des revenus actuels de l'état. Ces calculs doivent faire faire de mûres réflexions à l'autorité , & convaincre le souverain que le surplus de tant d'impositions, dont les peuples sont surchargés, est exactement pour les frais & les bénéfices des fermiers généraux.

Mais qu'on se figure le génie fiscal , portant la parole aux peuples , en leur disant : vous savez que l'état a besoin d'un million ; commencez par en donner six , que vous remettrez à M. tel , accompagné de Messieurs tels , qui lèveront , comme de raison , leur profit , & remettront le restant à d'autres , à d'autres ; & enfin le million demandé par l'état , sera versé fidèlement dans les coffres du roi , sans qu'il y manque une obole.

Voilà pourquoi la France a 12 millions d'habitans réduits à la mendicité ; voilà pourquoi on voit dans nos campagnes des cultivateurs si misérables ; voilà pourquoi son commerce est totalement ruiné ; voilà pourquoi nous avons annuellement une émigration de trente mille âmes qui fuient une patrie qui n'est plus que le séjour de

la mauvaise foi & de la misère publique (1).

Voilà pourquoi les denrées de première nécessité sont si chères qu'on ne peut plus vivre ; voilà pourquoi les mœurs sont si corrompues ; voilà pourquoi on agrandit les hôpitaux , les bicêtres , les prisons , & on rétrécit les magasins ; enfin , voilà pourquoi nous sommes si malheureux , c'est que le besoin de manger se renouvelle deux fois par jour , & que les fermiers généraux mangent tout.

Mais faisons encore quelques recherches sur l'emploi du produit des impôts , & tâchons de dévoiler en partie la manière dont s'opère la disparition de cet océan de richesses , qui se réduisent à si peu de chose quand elles sont versées dans les caisses du trésor royal.

L'ouvrage sur l'administration des finances nous dit que le nombre des agens employés au recouvrement des impôts s'é-

---

(1) Les ordonnances du roi , concernant la mendicité , ne pourroient aujourd'hui se mettre à exécution. Le gouvernement doit donc être convaincu que ce n'est pas en enfermant les hommes dans des dépôts infects qu'on peut diminuer le nombre des malheureux.



levé à deux cent cinquante mille hommes ; dont deux cent mille sont des particuliers qui se chargent de la collecte des tailles & capitations , sans recevoir aucun salaire des fermiers ; mais il est bon d'observer que cette collecte ne se fait point *gratis* , & que les collecteurs ne reçoivent pas moins le prix de leurs peines , au moyen d'une commission qu'ils prélevont sur le recouvrement. Dans beaucoup de paroisses cette commission ne s'élève pas au-dessus de 200 livres ; dans de bons villages elle monte à 500 , 600 , & jusqu'à 1000 liv. , sans compter ( 1 ) les avantages qu'on obtient dans l'achat des récoltes de ceux qu'on a favorisés à la perception du premier quartier de la taille : ainsi , l'on peut évaluer les salaires de ces particuliers à 300 l.

---

(1) Souvent il arrive qu'un contribuable se trouve gêné par une mauvaise récolte , & demande un délai du premier quartier de la taille jusqu'aux récoltes de l'automne ; cette faveur dépend de la volonté du collecteur ; & comme c'est ordinairement une personne aisée & qui fait un commerce de denrées , il trouve un avantage à favoriser le contribuable par la préférence qu'il obtient de lui acheter ses récoltes.

l'un dans l'autre ; les autres soixante mille préposés reçoivent des appointemens , & forment une armée répartie par bataillons : cette armée a , comme celle du souverain , ses divisions dans les grades. C'est un spectacle curieux de voir soixante mille hommes , tous gens de sac & de corde , qui militent du sabre & de la plume , pour dépouiller la nation au bénéfice des fermiers. Les grades les plus bas & les plus nombreux sont ceux qui fouillent les juifs & les chrétiens aux portes des villes , & qu'on nomme la *bande noire* : vient ensuite les sous-brigadiers , les capitaines en chef , & les lieutenans-généraux. Cette armée de bandits a une marine , & même une artillerie & des ingénieurs : ce service de mer est rempli par des capitaines de felouques , lieutenans de felouques , matelots , gardes armés de pierriers , mousquets , sabres , pistolets , &c. Il est naturel de penser qu'une telle armée , continuellement en campagne , doit avoir beaucoup de faits d'armes à citer. L'armée financière en a des plus héroïques ; mais ne pouvant pas les citer par pièces justificatives , nous nous contenterons seulement de dire que la France est témoin que souvent ils

se servent de leurs armes contre des citoyens paisibles , que le nom seul de *gapians* fait frémir , & abusent de leur terreur pour les maltraiter jusqu'à effusion de sang , & ont toujours raison , parce qu'après avoir commis les actions les plus condamnables , ils dressent promptement des verbaux , dans lesquels ils inferent tout ce qu'ils veulent , ce qui les met à l'abri de toute poursuite , & perdent rarement leurs procès dans les tribunaux , parce que , vous dit-on , voilà un verbal : on ne peut pas arranger l'affaire , il y a un verbal : enfin , un verbal de *gapians* est regardé comme l'arche du seigneur. On taxera peut-être ceci de déclamation isolée de preuves ; hé bien , que le souverain donne des ordres afin qu'on lui fasse passer , par pieces justificatives , les détails de toutes les vexations que les employés de la ferme exercent contre le peuple. Le plus difficile à croire , sera qu'ils veuillent le souffrir.

Mais quand est-ce que les François ne seront plus en butte avec cette vermine acharnée à leur ruine , qui ne subsiste que du malheur d'autrui , gêne tout le commerce , chasse les étrangers , étouffe tous les germes de l'industrie de ces habitans ,

& par cette affreuse administration , a fait du plus beau séjour de la terre celui de la désolation & de la misère publiques ? Quand est-ce que la nation ne verra plus devant ses yeux cette légion de *forbans* entrer dans la chaumière du laboureur & du citoyen paisibles , s'emparer , par la violence , de leurs propriétés , & souvent leur supposer des crimes pour avoir voulu les défendre ? Quand est-ce que la France ne verra plus ce tribunal de sang mille fois plus barbare que ceux de l'inquisition , érigé par le fanatisme le plus féroce ; tribunal où des milliers de citoyens ont péri dans les supplices , condamnés par les intéressés même de tant de vexations ; tribunal non pas indigne d'une nation libre , fière & généreuse , mais indigne des hordes les plus sauvages ? Quand est-ce enfin que les François pourront offrir sans partage à leur souverain le peu de sang qu'il leur reste , comme un foible témoignage de leur amour & de leur reconnoissance d'un si grand bienfait , s'il venoit à s'opérer ?

Revenons à nos moutons : le service de plume est composé de commis des quatre classes différentes : après eux viennent les contrôleurs , lieutenans généraux , ordon-

nateurs des gabelles , & chefs de bureaux ; en sus de ces grades , on trouve les grands trésoriers & les directeurs généraux des départemens ; c'est tout ce que j'ai pu savoir de cette hiérarchie financière. Le soldat ne gagne que 5 sous , ce qui fait 91 liv. par année ; le collecteur des tailles , le simple employé touchent un revenu de 300 livres ; à ce prix deux cent vingt mille agens des fermiers , que je classe dans cette moindre solde , absorbent l'entretien à peu près de sept cent vingt-cinq mille hommes de braves soldats : il reste encore trente mille agens ; de grade en grade , ils gagnent depuis 600 liv. jusqu'à 20000 liv. Qu'on modère tant qu'on voudra l'évaluation de cette dépense , elle présentera toujours un immense déboursé au préjudice de la nation. Ce n'est pas tout : à la tête de cette horde sont quarante *harpies* , qu'on nomme fermiers généraux , régisseurs , *traîtres* (1) ,

---

(1) Cette sorte d'*intrus* extorque les grâces du souverain , pour une misérable somme qu'elle verse au trésor , & les revend à *usure* ; en voici un exemple. En 1784 , quelques *traîtres* firent représenter au roi que Marseille avoit un besoin

banquiers de la cour , ou généralement appelés financiers , & leurs affidés inconnus ,

---

urgent de douze perruquiers , & que les ouvriers étoient prêts de compter la finance au trésor royal. Les offices furent créés à deux mille quatre cents livres. Les *traitans* comptèrent la finance , & les revendirent au bénéfice de soixante pour cent , à d'autres petits *traitans* de Marseille , qui les revendirent cinq mille livres à ces pauvres perruquiers , avec menaces , que s'ils bronchoient , de les faire exploiter sur les billets en nantissement qu'ils avoient consentis. Je me tais sur l'odieuse suite de cette affaire , le souverain en seroit révolté. Quoi qu'il en soit , si le ministre qui dirigeoit en 1784 les finances , eût envoyé ces douze offices à la communauté de Marseille , ceux-ci n'auroient pas payé cinq mille livres un droit que le souverain leur avoit laissé pour deux mille quatre cents liv. Tel est l'esprit de concussion auquel on connoît le *traitant* & les *fermiers* ; c'est ainsi que ces vampires insatiables , placés entre le trône & la nation , détruisent le bien & l'industrie dans son germe , rendent nuls les bienfaits du souverain , éloignent sans cesse les peuples de la douce influence de ses regards paternels , & couronnent leurs entreprises par la ruine finale du monarque & de ses sujets. Cependant de tels hommes ont des admirateurs , & ont des prétentions à la morale , parce qu'ils dépensent dix millions par année , & la moitié du peuple demande la charité ! ô temps ! ô mœurs !

au nombre de plus de trois cents. On est donc forcé de les regarder comme une peste au milieu de la nation qu'ils affaiblissent : c'est dans leurs mains que passe le plus gros partage de la dépouille des peuples ; c'est là que s'exécute la boucherie & le dernier dépeçement du troupeau national. Si ce n'étoit ainsi , comment s'éleveroient ces fortunes colossales qui enrichiroient des souverains ? comment viendroient-ils à bout d'effacer la magnificence des princes ? C'en est assez , la nation m'est garante de tout ce que j'ai dit ; elle témoignera que j'ai scrupuleusement respecté l'auguste vérité , & que je n'ai point exagéré ses malheurs : je finirai donc par conclure que les ministres doivent renoncer à toute espèce de calculs sur les déboursés des peuples relativement aux impositions royales , ainsi que sur les frais du recouvrement des impôts , par la raison qu'il est impossible de connoître tout le dédale obscur de l'esprit de finance , ni les sommes que leurs agens nous volent de mille façons différentes : oui , je le soutiens & le jure sur ce que j'ai de plus sacré ( l'amour de ma patrie ) , leurs préposés volent au peuple un cinquième des perceptions que



nous ne pouvons réclamer , parce qu'ils sont injustement juges & parties dans leur propre cause.

« L'esprit de finance a occasionné tous ces maux dans le peuple , en lui enlevant la plupart des moyens de subsister ; mais ce qu'il y a de pis encore , c'est qu'il a corrompu les mœurs. Il n'estime que ceux qui font fortune ; & s'il a encore quelque respect pour la vertu & les talens , c'est qu'il les regarde comme des moyens de s'enrichir ». Ainsi s'exprime l'illustre M. de St. Pierre , dans son livre des études de la nature. Il faut l'avouer , les menées de l'ambition sont funestes à un état ; destructeur de tout bien physique & moral , le système actuel des finances nous remet sans cesse sous les yeux ses intolérables oppressions : opposons-lui le nouveau plan , & qu'il en soit écrasé.

Il n'est que trop vrai que le système des fermes pèse bien cruellement sur les peuples , puisque de tout temps une réclamation générale s'est élevée pour en demander la proscription. Il n'y a pas un seul individu qui ne desire acheter par tel impôt qui tripleroit les revenus de l'état , pourvu que la régie en fût simple & à peu

de frais. Il est incontestable que cet odieux système est ruineux dans tous les effets , absurde sur tous les points , tranchons le mot , déshonorant pour une nation spirituelle & policée , une nation qui dans chaque ville a ses académies & ses philosophes.

En différens temps , on s'est occupé de recherches pour trouver un impôt unique , & qui pût sans injustice remplacer tous les impôts. Le degré de perfection qu'on vouloit donner à cet impôt le fit regarder comme la pierre philosophale d'un gouvernement , & la flamme patriotique enfanta plusieurs ouvrages. Les remontrances du parlement de Bordeaux supplièrent Louis XV d'opérer cette grande révolution , comme étant la chose qui surpasseroit les faits les plus glorieux de son regne. Ce prince , l'homme du siècle qui possédoit le jugement le plus exquis , se décida d'effectuer ce travail , & fit une loi en 1763 , pour ordonner un cadastre général qui pût asséoir une répartition graduée sur les fortunes ; mais le projet annonçoit tant de difficultés dans la pratique , qu'il fut abandonné.

Au commencement de ce regne , M. Turgot disoit que le plan d'un impôt uni-

que présentoit de grandes difficultés , mais qu'il ne le croyoit pas impossible ; & c'est alors que parut le projet d'une contribution personnelle dans toute l'étendue du royaume. Ce projet fut reçu avec le plus grand enthousiasme ; mais la base manquoit au plan , & la taxe du contribuable étoit laissée à l'arbitraire : la règle proportionnelle des facultés n'étoit pas indiquée : mais ce seroit calculer faux que d'évaluer la fortune d'un homme sur sa dépense. Nous voyons souvent des personnes jouir de la renommée d'être riches , & ne l'être pas , & cela arrive aussi par sens contraire ; mais le signe le plus certain , c'est le local qu'on occupe : si on ne possède rien , l'appartement est petit ; s'enrichit-on , on se loge plus à son aise , & l'avare pense de même. Le journalier un peu aisé sépare son lit du foyer ; l'artisan qui vivote se donne deux chambres ; celui dont le travail fleurit multiplie ses meubles & ses appartemens ; le négociant occupe une maison plus grande , il en a même une à la campagne ; l'homme riche se donne un vaste bâtiment ; un seigneur a des hôtels , des maisons de plaisance , des pieds-à-terre , & des châteaux : cela est donc

vrai que la place qu'un homme occupe est le thermometre de ses facultés. Enfin , je suppose que je sois chargé d'annoncer le nouveau plan que je propose, je vais à celui qui loge dans le plus petit réduit , & je lui dis : Vous ne paierez plus aucun impôt, ni sur votre subsistance , ni sur votre vêtement , ni sur aucun objet quelconque ; mais vous paierez sur la grandeur de votre logement : il est de douze pieds en longueur & largeur, ce qui fait précisément quatre toises carrées , cela s'appellera désormais *un toisé* (1), dont vous paierez

---

(1) Non-seulement la charge exorbitante des impôts fait élever directement les prix des choses imposées , mais elle entraîne un nouvel accroissement par celui qu'elle occasionne dans le prix de la main-d'œuvre. Une marchandise , par exemple , qui ne valoit que trois sous , est imposée à un sou ; sa nouvelle valeur devoit être de quatre sous ; mais point du tout , elle est poussée jusqu'à cinq sous & plus , parce que l'acquisition de cette marchandise , comme celle de toutes les autres pareillement imposées , occasionne un déboursé presque double à celui qui doit l'employer , ou par consommation , ou dans le travail ; & de là provient l'exhaussement nécessaire du salaire de l'ouvrier qui , faute de  
 au

au roi huit livres pour l'occuper ; je suis assuré que ce pauvre malheureux béniroit

---

cette proportion , ne pourroit plus avoir l'objet de son nécessaire. La force de cette terrible objection n'a jamais échappé à messieurs les fermiers ; & pour tâcher de la faire tomber en désuétude , ils l'ont fait présenter par leurs fideles émissaires comme une chose très-illusoire , & voici de quelle manière : ils prétendent que quand tous les objets de commerce , ceux de la vie alimentaire & la main-d'œuvre sont à des prix très-élevés , c'est une preuve de richesses , & que tous les états jouissent de la plus grande prospérité. *Vice versa*, on est toujours dans la misère quand toutes choses se soutiennent à des prix modérés. Mais puisque cela est ainsi , d'où vient est-ce que les nations européennes sont si empressées de porter leur argent aux Indes & à la Chine ? N'est-ce pas à cause que leurs riches manufactures y sont à des prix plus que modérés ? Qu'ils en augmentent la valeur à l'instar des nôtres , & l'on verra si nous retournerons faire six mille lieues pour les acheter. Ce seroit connoître bien peu l'esprit tyrannique des gouvernemens de l'Asie , si l'on prétendoit dire que la misère de ses peuples est occasionnée par la modicité des prix à laquelle ils donnent leurs marchandises.

Tous ces hommes qui ont l'esprit concussionnaire sont bien de pitoyables raisonneurs ; sans sortir de notre pays nous n'aurons pas de

l'instant d'un si grand bienfait. Par ce premier apperçu de mon plan , on pense bien

---

peine à trouver des exemples pour les confondre. Il suffiroit peut-être de dire qu'avec ce merveilleux renchérissement de toutes choses , la moitié de la France n'a point de pain à manger ; mais citons des faits éclatans auxquels il n'y a rien à répliquer.

Sous l'administration du grand Colbert , quelques négocians de Marseille présenterent un plan de moyens pour faire le commerce du Levant avec autant & plus d'avantages même que les anglois & les hollandois. Il ne s'agissoit pour cela que d'établir plusieurs fabriques de drap , de telles qualités désignées , & d'en confier la direction aux sieurs Varennes , les seuls fabricans qu'il y eût alors en Languedoc. Les calculs du plan présentoient , en faveur de l'entreprise , des avantages considérables sur les prix des matieres premieres , tant à cause du voisinage de l'Espagne , d'où il falloit tirer la plus grande partie des laines , qu'à cause de la proximité des lieux de consommation , & du bas prix de la main-d'œuvre. Le vaste génie de M. de Colbert apperçut la solidité de ces vues , & donna tous ses soins à ce mémorable établissement , qui est encore aujourd'hui la base de notre commerce en Turquie. L'effet répondit à l'attente ; les draps de France , égaux en qualité à ceux des anglois & des hollandois , pouvoient se donner

que chaque individu paieroit autant de

---

à vingt-cinq pour cent meilleur marché : ils eurent la vogue exclusive , & delà s'ensuivit dans toutes les échelles la ruine des deux nations qui nous rivalisoient. Par un effet contraire , depuis dix à douze ans , nos draps , augmentés d'un quart à peu près de leur ancienne valeur , commencent à être mis à l'écart par les Turcs ; & les nouvelles manufactures d'Allemagne , laissant à meilleur compte que les nôtres , obtiennent la préférence tant qu'il s'en trouve. Les Chalins d'Angleterre reprennent faveur , & notre importation est déjà diminuée de moitié. Je crois que cela prouve assez clairement les avantages des prix modérés sur les prix excessifs. Il n'y a pas à s'y méprendre. Nous voyons l'Espagne , que tout appelle à devenir uniquement agricole , puisque ses riches productions l'invitent à les multiplier , & que le caractère de ses peuples s'y porte naturellement ; nous voyons l'Espagne , dis-je , se montrer manufacturière par la seule cause de la cherté rapide de nos ouvrages ; & quoiqu'elle ne travaille ni si bien , ni à meilleur compte , les manufactures de France n'y sont pas moins prohibées , & nous en sommes là les bras croisés. Après cela , venez nous dire que c'est un bien quand tout est cher. Il y a trente ans qu'on vivoit honnêtement en France avec une pension de six cents livres : on ne le peut aujourd'hui avec cent louis , à égalité de consommation.

fois 8 livres qu'il occuperoit de *toisés* (1). Cet impôt se percevra de même sur le local de toutes les marchandises, denrées bestiaux, ateliers clos de murailles & couverts d'un toit; cette seconde sorte de *toisé* sera taxée à quatre livres. Je ne pense pas qu'on m'objectera qu'on se logeroit plus à l'étroit, parce que la modicité de l'impôt & la proscription de tous les autres répondront assez à une pareille futilité : il ne seroit pas moins absurde de prétendre que l'impôt suivît la valeur des maisons ou des quartiers, parce que tout local devient uniforme par le prix du loyer, plus

---

(1) Les avantages d'un semblable impôt se multiplient d'eux-mêmes : par exemple, je loue un appartement; celui qui me le cede peut me me faire une remise du *toisé* qu'il a payé, afin de s'en débarrasser; si c'est le maître de la maison, il peut m'en faire une bonne composition stipulée dans le bail, afin de louer son appartement; enfin en louant mon appartement, je vois dans l'instant ce qui m'en coûtera annuellement pour mon logement & les droits royaux d'une année, & je m'arrange dans mes économies particulières : en conséquence cela est clair; de cette maniere les hommes ne marcheroient plus dans la nuit obscure d'une erreur éternelle.



ou moins cher ; ceci est étranger à l'impôt. Et puis , songez-y bien , françois ! un seul & unique impôt , sans frais de régie . . . . .

L'impôt du *toisé* fait son recouvrement dans une semaine , au moyen de ses commissaires nommés par quartiers , par isles de maisons , hameaux & paroisses ; il verse en droiture dans les caisses de communautés , paie sur les lieux les dépenses de l'état , & envoie son solde à la capitale dans la quinzaine ou le mois. Le système des fermes marche-t-il comme cela , puisque la cinquieme portion des revenus de l'état se trouve dévorée par l'affreuse bureaucratie des fermiers généraux ? Je m'adresse à toutes les classes de citoyens depuis le plus pauvre jusqu'au plus riche , & je leur dis : la place de cet infortuné est d'un *toisé* ; si vous en occupez dix pour vous ou vos bestiaux , ou marchandises , vous êtes donc tout autant de fois aussi riche que cet homme ; par conséquent vous devez payer tout autant de fois qu'il paie.

Mais , diront les critiques intéressés au vieux plan , quelle proportion y a-t-il entre l'impôt d'un seigneur riche à deux millions , & un fabricant à grand atelier , qui n'a qu'une fortune de cinq cents mille

livres , payant tous deux la même somme de *toisés* ? Je réponds que cette question est absurde , & voici comment. Un homme n'est réellement riche que de ses revenus , parce que c'est la seule chose qu'il touche ; aussi l'homme riche à deux millions ne possède au réel que cent mille livres de revenu : le fabricant , au contraire , qui n'a que cinq cents mille livres de capital & l'industrie de sa manufacture , se met au même niveau du seigneur riche à deux millions , parce que son industrie , qui lui donne 20 pour cent de bénéfice sur son capital , lui procure pareillement un revenu de cent mille livres. Il est donc clair que si l'égalité de *toisés* se rencontre entre ces deux hommes , la graduation est très-juste. Mais , dira-t-on encore , sera-t-il possible de faire concorder l'imposition d'un cultivateur avec celle d'un négociant , à égalité de *toisés* , si les denrées du cultivateur n'ont qu'une valeur de dix mille livres , tandis que dans un espace égal , le négociant aura logé pour quatre cents mille livres de marchandises ? Je réponds d'abord : que les quatre cents mille livres de marchandises du négociant , il faut les réduire à son revenu , puisque

les dix mille livres de denrées sont le revenu du fonds capital du cultivateur. J'évalue à la somme de quatre-vingt mille livres le revenu du négociant , en supposant que les quatre cents mille livres de marchandises lui donnent 20 pour cent de profit. Je conviens que dans ce cas le négociant jouiroit d'un avantage de sept huitiemes sur le cultivateur , & que celui-ci se trouveroit lésé de sept portions dans sa contribution à l'impôt : mais il faut observer que la différence d'état ne peut souffrir de parallele , parce que le négociant dans un clin-d'œil n'a rien , & le cultivateur ne peut que perdre une année de récolte : ajoutez que le logement qu'occupe le négociant est beaucoup plus étendu ; ajoutez encore . . . . un seul & unique impôt , sans frais de régie , & qui rapporteroit au souverain deux milliards vingt-quatre millions.

---

## TABLEAU DU TOISAGE GÉNÉRAL

*De toutes les maisons , monasteres & autres maisons religieuses , palais , châteaux & autres lieux du royaume , servant de logement à l'homme , & ensuite l'évaluation du local qu'occupent ses bestiaux , denrées , marchandises & ateliers.*

**J**E suppose l'ensemble de tous les toisés de la France sur la quantité de ses habitans , dont le nombre est fixé à vingt-cinq millions d'individus. On doit poser pour principe que , s'il y a des millions de sujets qui n'occupent qu'un seul toisé , il y en a aussi des millions qui en occupent depuis deux & trois jusqu'à quarante , & soixante , & même au-delà de cent. La supputation sera faite sur le dénombrement entier de la nation , sauf à déduire une quantité donnée pour ceux qui sont censés n'occuper point de places , tels que

les enfans , les foldats , les malades des hôpitaux , les domestiques , les prisonniers & les religieux dont un seul fera compté pour tous dans chaque maison.

---

## BASSE CLASSE DES PAUVRES ,

*A trois gradations , se compensant les uns par les autres.*

Dix millions. Je dis qu'il y a dix millions de sujets qui n'occupent qu'un seul toisé. L'impôt du toisé , à 8 livres l'année , leur fait à chacun à peu près cinq deniers par jour. Or , 10 millions de toisés à 8 liv. font à l'état une somme de 80 millions.

Quatre millions occupant 2 toisés , font 8 millions de toisés , à 8 liv. c'est 16 liv. l'année par contribuable , & pour l'état . . . . . 64 millions.

Un million occupant 3 toisés , c'est le local de deux petites chambres , en tout 3 millions de toisés , à 8 liv. c'est 24 liv. par contribuable , & pour l'état , . . . 24 millions.

---

## CLASSE DE LA MÉDIOCRITÉ,

*A quatre gradations, se compensant les uns par les autres.*

Deux millions artisans aisés, petits marchands, commis, ménagers ordinaires, occupant chacun 4 toisés, c'est le local de deux jolis appartemens, en tout 8 millions de toisés, à 8 livres, c'est 32 livres par contribuable, & pour l'état . . . 64 millions.

Deux millions mêmes états que dessus, avec plus d'aisance, occupant chacun 5 toisés, c'est le local de trois appartemens ordinaires, en tout 10 millions de toisés, à 8 liv., c'est 40 liv. par contribuable, & pour l'état, . . . . . 80 millions.

Un million petits bourgeois, bons marchands, gros ménagers, cafetiers, &

autres professions dans l'aisance , occupant chacun 8 toisés , c'est le local de deux étages ordinaires , en tout 8 millions de toisés , à 8 l. , c'est 64 livres par contribuable , & pour l'état , . . . 64 millions.

Un million négocians à petites affaires, gens de trafic , maîtres de chambres garnies , fabricans aisés , occupant chacun 10 toisés , c'est le local de deux grands étages , en tout 10 millions de toisés , à 8 livres , c'est 80 livres par contribuable , & pour l'état , . . . . 80 millions.

## CLASSE DES RICHES,

*A quatre gradations, se compensant les uns par les autres.*

Un million négocians aisés , bons fabricans , aubergistes commodes , bourgeois & personnes nobles ,

avec d'assez bons revenus ,  
occupant chacun 16 toises ,  
c'est le local d'une maison  
de trois petits étages , en  
tout 16 millions de toises ,  
à 8 livres , c'est 128 livres  
par contribuable , & pour  
l'état , . . . . . 128 millions.

Un million mêmes états  
que dessus avec plus d'ai-  
sance , occupant chacun 30  
toises , c'est le local d'une  
maison de 5 à 6 étages , en  
tout 30 millions de toises ,  
à 8 livres , c'est 240 livres  
par contribuable , & pour  
l'état . . . . . 240 millions.

Un million riches négocians,  
gros capitalistes , personnes  
nobles avec de forts reve-  
nus , occupant chacun 36  
toises , c'est le local d'une  
très-grande maison , en tout  
36 millions de toises , à 8 l.  
c'est 288 livres par contri-  
buable , & pour l'état . . 288 millions.

Un million grands sei-  
gneurs & puissans du royaume.



me, prélats, abbés commenda-  
 dataires, magistrats, supé-  
 rieurs de communautés,  
 occupant chacun 50 toisés,  
 c'est le local de la plupart  
 des hôtels, des châteaux,  
 des maisons religieuses &  
 salles de spectacle, en tout  
 50 millions de toisés à 8 l.,  
 c'est 400 livres par contri-  
 buable, & pour l'état . . 400 millions.

Le total de ces sommes \_\_\_\_\_  
 s'éleve à . . . . L. 1,512 millions;  
 je dis un milliard cinq cent douze millions,  
 sur lesquels il faut déduire six millions de  
 toisés pour six millions d'individus de basse  
 classe, qui sont censés n'occuper point de  
 local, tels que les enfans, soldats, domes-  
 tiques, malades dans les hôpitaux & pri-  
 sonniers, à 8 liv. le toisé, c'est une somme  
 de 48 millions; plus, 14 millions de toisés  
 pour un million d'enfans de toutes les  
 classes au-dessus de la pauvreté, & les re-  
 ligieux dont il n'a été compté qu'un seul  
 pour tous dans chaque maison. En les esti-  
 mant les uns dans les autres à 14 toisés  
 chacun, c'est 14 millions de toisés, à 8 l.  
 c'est une somme de 112 millions, auxquels

il faut ajouter les 48 millions déjà cités ;  
c'est en tout un montant de 160 millions  
de livres qu'il faut déduire, & nous au-  
rons de net, pour le montant du local de  
tous les logemens de la société, une somme  
de . . . . L. 1,352 millions.

Si le nombre de tous les toisés que les hommes oc- cupent est de 168 mil- lions , on doit évaluer pour le moins à la même quantité le local qu'occu- pent leurs bestiaux , leurs denrées , leurs marchan- dises & leurs ateliers ; ce qui fait encore un em- placement de 168 mil- lions de toisés , lesquels étant fixés à 4 livres d'im- pôt , feront une somme de . . . . .	}	672 millions.
--	---	---------------

---

Total. . . L. 2,024 millions.

---

Je dis deux milliards vingt-quatre mil-  
lions pour la somme totale du recouvre-  
ment de l'impôt dans tout le royaume.

Voilà ce tableau du nouveau système,

qui présente d'abord dix - huit millions d'habitans , payant l'impôt du local qu'ils occupent , soit pour eux , leurs bestiaux , denrées , marchandises & ateliers. La totalité des toises carrés est en nombre de trois cent trente-fix millions , ce qui est certainement moins que l'emplacement rapproché de tout le royaume , puisque si l'on réduit tous ces toises en toises , & les toises en lieues carrées de trois mille toises à la lieue sur chaque côté d'un de ses angles , en multipliant l'un par l'autre , la lieue remplie contiendra neuf millions de toises , & le total des toises fera cent quarante - neuf lieues un neuvieme carrées , desquelles il ne faut prendre que le quart , attendu que le plus grand nombre des maisons donne jusqu'à six & sept surfaces l'une sur l'autre , & ce ne seroit plus que trente-fix lieues un tiers carrées pour le rapprochement serré de toutes les toises dans leur état naturel. Il s'en faut de beaucoup que ce massif de tous les logemens du royaume soit exagéré ; on peut s'en convaincre , sans attendre le résultat du toisage , en le comparant seulement à la totalité de sa surface , qui est de vingt-fix mille neuf cent cinquante lieues carrées.

Il est donc vrai, incontestablement vrai, que ce plan de révolution, qui doit fixer à un seul impôt la contribution des peuples, est fondé sur la base la plus solide, & qu'il ne creuse pas dans le vuide. J'en ai démontré les résultats ; ils sont dans leur pleine existence. On a beau calculer (1),

---

(1) Je dois reconnoître un défaut à mon plan ; c'est d'être trop simple & trop aisé dans son exécution. S'il étoit hérissé de difficultés, & qu'un adroit charlatanisme l'eût embelli de quelques couches de suffisance, les esprits vétilleux n'oseroient pas l'attaquer par leur bavardage, comme ils le feront, selon leur louab'e coutume, & tant mieux. Quoi qu'il en arrive, ce sera toujours un très-beau défaut, quand il s'agit de trouver de l'argent, d'indiquer un moyen pour en faire venir plus qu'on n'en veut, sans injustice, sans difficultés, & promptement, sous quinzaine. Que dira-t-on ? Que le toisage de tout le royaume ne fournira pas le nombre de toises que je m'imagine. Une pareille chicane seroit bien déplacée. Est-ce que j'ai appris à deviner ? Est-ce que je donne mon tableau de recouvrement pour autre chose que pour un exemple ? Et n'est-ce pas la théorie qui fait l'unique base de mon plan ? Si le nombre de toises que je suppose pour chaque personne ne se trouve pas au mesurage, la fixation du prix de l'impôt ne remédie-t-elle pas à

on a beau renverser les principes qu'il porte dans sa théorie, il est inexpugnable. C'est ici la dernière ressource, il faut nécessairement y venir : ni le système d'un cadastre général dans tout le royaume ; ni celui d'un impôt unique sur quelque denrée de consommation générale, telle que le bled ; ni la capitation sur tous les sujets dont le taux n'a point de règle fixe d'évaluation ;

---

cela ? Au lieu d'imposer le toisé à huit livres, ne peut-on pas l'imposer à neuf ou à dix ? Vingt sous de plus ou de moins donnent bientôt un résultat immense dans un ensemble si conséquent.

Mon plan ne peut mieux être défini qu'en le regardant comme une taille unique sur la première possession de l'homme, la seule qui représente toutes les autres, & qui par son effet se change en une capitation réelle, dont la taxe est d'autant moins fautive, qu'elle dérive de la mesure d'une chose que tout individu possède & agrandit selon l'accroissement de ses moyens. Si quelqu'un a le courage de vouloir attaquer une vérité qui tient de la démonstration, je lui conseille de bien peser ces principes, & de bien examiner les bases de l'édifice jusqu'à leurs plus petites dimensions, & sur le tout ne jamais perdre de vue les économies que l'on fera pour la proscription de l'ancien système. Notre soulagement est la seule boussole qu'il faut toujours consulter.

rien de tout cela ne peut être adopté , vu les inconvéniens infinis qui s'y présentent. L'impôt unique sur le local de logement franchit toutes les difficultés , concilie les intérêts de tous les individus , & réunit tous les avantages pour la nation & pour l'état. Oui , la nation peut lever en moins d'un mois une somme de deux milliards vingt-quatre millions , non-seulement sans effort , mais avec le plus grand profit pour elle-même. Il n'est point d'individu maintenant qui ne puisse faire son compte , & qui , en comparant ses déboursés actuels dans les mains des fermes du roi , dans celles des fermes des villes (1) , & encore

---

(1) Les fermes particulières des villes peuvent être regardées comme les troupes légères des fermes de l'état , qui concourent ensemble à consumer la ruine du souverain & de la nation. Les fermiers de l'état perçoivent sur les marchandises & les denrées indistinctement ; les fermiers des villes ne perçoivent que sur les denrées de première nécessité , telles que les viandes , les grains & les boissons. Les fermiers de l'état forment une très-grande armée ; les fermiers des villes réunis tous ensemble en forment une seconde , qui n'est pas moins considérable. On sent que lorsque la nation est forcée d'établir la for-

l'influence de leur affreux système sur les prix de toutes choses , ne trouve au moins

---

tune de tant de cent mille hommes , en prenant sur toutes les propriétés & sur sa nourriture journalière , il faut qu'elle retranche furieusement sur sa portion ; Dieu fait aussi quelle misère ce beau régime traîne à sa suite. Je vais fournir une idée du recouvrement que font les fermiers de la ville de Marseille , que nous comparerons ensuite avec la somme qu'ils comptent à la communauté. Ce tableau , que je crois bien loin d'être exagéré , me fut remis , il y a quelques années , par un homme qui gémissoit de ce que le sort l'avoit placé dans cet exécrationnable service , & qui fut assez heureux de pouvoir en sortir avant sa mort.

La ville de Marseille accorde , en premier lieu , à ses fermiers six deniers par livre sur la viande de mouton , que d'autres fermiers s'obligent à lui fournir net à sept sous petit poids , en leur laissant en sus la peau , tête , pieds & curée de chaque bête. Il se tue au-delà de cinq cent mille moutons dans l'année , qui peuvent peser trente livres net l'un dans l'autre ; à six deniers la livre , c'est une somme de trois cent soixante & quinze mille livres.

Peau , tête , pieds & curée de chaque bête , à 3 livres par bête , c'est un objet de quinze cent mille livres.

Il se tue au-delà de trois cent cinquante bœufs , qui peuvent peser ensemble net deux cent dix

un bénéfice de onze portions pour un douzième qu'il donnera par l'impôt unique sur

---

mille livres ; à six deniers , c'est cinq mille deux cent cinquante livres ; peau , tête , pieds & curée à 15 livres , c'est encore la même somme , & de total dix mille cinq cents livres.

Droit sur les cochons à 4 livres 16 sous le quintal & 8 sous par bête : il s'en tue trois cents par semaine , à trois quintaux l'un dans l'autre pendant douze semaines , c'est quatre mille trois cents livres par semaine , & dans les douze semaines , cinquante-un mille six cents livres.

Droit sur le cochon salé , 3 livres par quintal de premier droit , & 3 sous d'un autre droit , que les fermiers appellent *droit d'extravagant* , c'est un objet de huit mille livres.

Droit sur les menons , 4 livres par bête , & la peau en sus qui vaut 6 livres , c'est 10 livres par bête ; il s'en tue deux cents par semaine , c'est deux mille livres par semaine , & dans l'année fixée à trente-huit semaines , quarante-six mille livres.

Droit sur les veaux à 1 sou par livre vivans , & abonné à 6 livres par bête ; il s'en tue cinq cent quatre-vingt dans l'année , à 6 livres , c'est trois mille quatre cent quatre-vingt livres.

Droit sur les agneaux à 12 sous par bête ; il s'en tue sept mille six cents dans l'année , à 12 sous , c'est quatre mille cinq cent soixante livres.

Droit sur les chevreaux à 8 sous par bête ; il



le local. L'homme opulent peut d'abord jeter ses regards sur ses déboursés au con-

---

s'en tue deux mille trois cents dans l'année, à 8 sous, c'est neuf cent vingt livres.

Droit du piquet sur le bled à 6 liv. par charge dans la ville, & 3 livres dans le territoire ; c'est un produit de vingt mille livres par semaine, & dans l'année complète un million quarante mille livres.

Droit de gabelle sur les vins à 12 sous par millerolle sur les vins de dehors le terroir, donne un produit de trois mille cinq cents livres par semaine, & dans l'année cent quatre-vingt-deux mille livres.

Droit de gabelles aux gargotes, qui est une répétition du droit ci-dessus, donne un produit de mille livres par semaine, & dans l'année cinquante deux mille livres.

Plus, quatre-vingt mille livres que la ville donne à la ferme, pour lui faire le recouvrement du premier droit de trente sous par millerolle de vin d'approvisionnement, qui vient de dehors le territoire. Toutes ces sommes font un total de trois millions trois cent quarante-fix mille soixante livres, que les fermiers de la ville touchent, & duquel ils donnent seize cent mille livres pour leur abonnement. Il leur reste dix-sept cent quarante-fix mille soixante livres, de laquelle somme il faut déduire cent mille écus de frais ; ils prélevent de net pour leur bénéfice

trôle des actes ; le commerçant , sur les droits de ses marchandises ; le cultivateur ,

---

une somme de quatorze cent quarante-six mille soixante livres. Moyennant cet arrangement , le public paie dix sous la livre la même viande que l'on a pour cinq sous à huit lieues de distance. Il paie un sou plus cher le vin qu'il boit , & quatre deniers par livre de plus pour son pain , sans compter l'influence de ces premières denrées sur toutes les autres , & sans que l'agriculture ni le propriétaire des bestiaux gagnent deux liards à ce renchérissement général. Il est démontré que le système des fermes coûte au dernier des mendians un surplus de dépense de huit sous par jour , ce qui fait cent quarante-six livres par année ; à l'artisan médiocre au moins vingt sous. Que les autres états fassent leur calcul là-dessus. Mais aussi les résultats sont dignes de cette belle invention. Le prix de la main-d'œuvre est excessif , l'industrie se ferme toutes les portes de ses débouchés , la misère est générale , les pauvres meurent par millions dans les hôpitaux , le désespoir en jette d'autres dans le crime. Les dépenses qu'il faut faire pour contenir ces derniers sont excessives , & il se trouve des spéculateurs qui voudroient encore les faire augmenter , notamment dans Marseille , en surabondance de guet , ou de patrouilles ; pour achever de fucer jusqu'à la moëlle ce pauvre public qui donne la vie à l'état ; & toutes ces belles choses sont le chef-d'œuvre

sur la taille & la capitation ; le pauvre , sur le prix de sa nourriture journaliere, comme sur celui de ses vêtemens ; & tous ensemble sur ces premiers objets de consommation qu'il n'est plus possible d'atteindre aux trois quarts de la société.

C'est d'après ce calcul qu'on n'aura plus de peine à croire que les revenus actuels de l'état ne sont que la fixieme portion de ce que nous payons à l'hydre dévorant des fermes. Si nous joignons ces déboursés exorbitans que nous faisons dans les mains des fermiers de l'état , avec ceux que nous soutirent les fermiers particuliers des villes sur les viandes , les grains , les boissons & autres denrées , nous trouve-

---

qui se conserve encore dans le siecle qu'on appelle le siecle de lumieres. Cependant au moyen d'un impôt quelconque sur les maisons , les villes auroient trouvé sans frais le nécessaire pour leurs dépenses , & le public n'auroit pas été grugé pour élever des fortunes immenses à des particuliers auxquels il ne doit rien.

D'après ces aperçus , on comprend aisément que le peuple qui se trouve placé entre la ferme d'état & la ferme des villes , se trouve entre l'enclume & le marteau , & doit nécessairement être mutilé.

sons que les deux tiers de nos revenus sont dévorés par cet exécrationnable système, & que tous les six ans les fermiers réalisent la valeur intrinsèque de toutes les propriétés du royaume, sans que l'état en soit plus riche, ni que les villes en soient plus belles.

Quelle différence des résultats de recouvrement entre le vieux système & le nouveau plan d'imposition ! Celui-ci réalise sans dépense & sans peine une somme qui triple presque les revenus actuels de l'état, & laisse encore de quoi faire face à toutes les dépenses des villes, en nous soulageant & de la moitié de nos charges, & de l'influence ruineuse sur les prix de tous les objets. Le produit du recouvrement que je viens de supputer, doit offrir dans cet ouvrage une légère esquisse de sa destination. Le tableau consolant que je vais en tracer emportera, j'en suis bien sûr, tous les suffrages.

I..... La nation donnera d'abord à l'état une somme de 1,200,000,000 dont la sagesse du gouvernement disposera pour toutes les dépenses courantes, pour commencer d'opérer l'extinction de la dette publique, pour augmenter de quelque chose la paie

du soldat , comme celle du matelot ; pour faire un fonds d'amortissement destiné aux dépenses imprévues , & notamment aux secours envers les malheureux dans les calamités publiques (1) ; pour aviser en-

---

(1) Au nombre des dépenses imprévues , on doit ranger à la tête de toutes , les secours que l'humanité réclame pour les infortunés dans les calamités publiques , telles que les orages qui dévastent les campagnes , les épidémies , les incendies & les hivers rigoureux. C'est lorsque l'impression des choses agit dans toute sa force , qu'il est utile d'en raisonner , & nous ne pouvons mieux choisir notre temps pour présenter les terribles désastres d'un froid immodéré , que l'instant même où nous éprouvons ses rigueurs sous la latitude de Marseille , à un degré de plus qu'elles n'agissent dans le grand hiver de 1709. Il est d'autant plus utile de s'arrêter à cet objet , que nous avons en France un signe infailible qui nous annonce long-temps par avance lorsqu'un hiver doit être rigoureux , & ce signe est si sûr , qu'il peut servir de règle au gouvernement. Je veux parler du Rhône. Les payfans de la ville d'Arles ont toujours observé que lorsque les eaux du Rhône sont basses dès la fin d'octobre , ou dans les premiers jours de novembre , on n'a jamais manqué d'avoir un hiver très-rude & très-long , & il n'y a point de vieillard qui se souvienne de les avoir vues si

fin dans peu d'années aux entreprises nécessaires qui doivent achever le grand ou-

---

basses que cette année à la même époque. La cause de ce phénomène est toute naturelle. Ceux qui savent que la source du Rhône est de la glace qui se précipite de l'un des plus grands glaciers des Alpes, conçoivent aisément que lorsque les eaux de ce fleuve arrivent à son embouchure en plus petit volume que d'ordinaire, c'est une preuve que l'invasion des glaces s'est étendue fort avant sur son cours, & cette invasion se faisant à bonne heure, le volume des glaces devient alors plus considérable, l'atmosphère est plus long-temps à perdre sa froideur, & l'hiver en est aussi plus terrible & plus long. Il faut que pareille chose soit arrivée aux glaces de notre pôle, & que leur étendue soit peut-être cette année de deux cents lieues de plus de rayon, puisque les effets d'un froid excessif sont généraux dans toute l'Europe. Ils sont tels à Marseille, depuis les derniers jours de décembre, que l'eau-de-vie en barils a gelé dans bien des maisons. Les eaux du port se sont prises plusieurs fois à la largeur de 15 toises sur la longueur entière du quai. Les travaux de tous les chantiers ont été suspendus, les boutiques fermées; il ne vient ni bois, ni charbon aux marchés. Les glaces qu'on a fait briser à différentes reprises sont entassées dans les rues, & celles qui se forment de nouveau avec la continuation des

vrage des améliorations , & porter au plus haut degré de splendeur les destinées

---

neiges , achevent de fermer tous les passages. Les riches & les gens aisés ne savent plus comment se garantir dans leurs maisons ; que l'on juge du sort des pauvres , qui déjà depuis quinze jours ne peuvent travailler. Il en est mort un très-grand nombre. On a trouvé des familles gelées dans leurs appartemens ; d'autres ont été réduites à brûler leurs bois de lits. On cite deux femmes à la campagne , mortes avec leurs enfans sur le sein. Il seroit impossible de donner une idée de la désolation qui regne dans l'asyle de la misere ; & nous ne sommes encore qu'aux rois. Nation françoise ! c'est à présent qu'un trésor de réserve seroit versé bien à propos ; c'est à présent que l'on doit connoître le prix du chauffage ; c'est à présent sur-tout que les belles ames doivent ouvrir leurs bourses , & envoyer des fonds dans les royaumes éternels , où elles les retrouveront un jour ! Il s'est fait certainement beaucoup de bien , je le fais. Les particuliers ont fourni de très-grands secours ; je ne dois pas oublier de citer M. Bouze , maître meunier , qui s'est chargé de faire moudre *gratis* le bled que la ville destine pour les pauvres. Mais la valeur de ce bled n'étant que de huit mille livres , à peine y en a-t-il là pour les besoins de vingt-quatre heures. C'est donc pour des calamités semblables qu'il est urgent d'établir des fonds

de la monarchie , & les prospérités des peuples.

II.... Bien loin que la nation puisse voir avec plaisir que la cour de son souverain continue à se régler sur les idées courtes & mesquines d'économie qu'elle a eu la complaisance d'écouter (1), ( comme si

d'amortissemens , afin d'empêcher les grands ravages ; & d'après ce tableau , chacun doit s'inculquer profondément dans l'esprit que quelque jour la moitié de la France périra par le froid , si l'on ne renouvelle les forêts , si l'on ne coupe avec plus de ménagement le peu qui nous en reste , & pour dernier mot , si l'on n'oblige toutes les verreries sans exception à brûler du charbon de pierre au lieu de bois.

(1) On n'avoit jamais tant parlé d'économie que sous ce regne ; on n'en a jamais tant fait , & l'état ne s'est jamais trouvé si pauvre. Quand on supprima la plus grande partie de ces magnifiques corps qui formoient la maison du roi , ceux qui donnerent ce conseil promirent : merveille des suites : à quoi nous ont-elles mené ? Si ces corps n'avoient été que des objets de parade , leur suppression ne laisseroit point de regret : mais l'élite des armées qu'on appelloit dans les plus grands dangers , & qui n'avoient d'autre devise que les mots de *vaincre ou périr* , est-ce à des corps comme ceux-là qu'il



l'on pouvoit en attendre la même aisance dans un état que dans la fortune d'un

---

falloit s'attaquer ? Qu'est-ce à un état tel que la France une économie de vingt millions ? Quand on se sera morfondu pour en présenter encore une de quarante , osera-t-on regarder cela comme une ressource ? avec toutes les économies effectuées , l'état en est-il plus riche aujourd'hui ? La nation en est-elle plus heureuse ? Cependant ces maximes de lésine & de mesquinerie ont gagné chez quelques cerveaux. Comme ils ne voient pas plus loin pour opérer le salut de l'état , ils se sont échauffés aux recherches , & ils nous ont régélé de brochures que l'on peut citer pour des pièces vraiment curieuses. On lit dans les unes que l'on doit s'occuper au plutôt de la suppression de tel & tel emploi , dont celui-ci coûte une somme de six cents livres , cet autre mille livres , & tel autre jusqu'à cinquante louis. Peut-on , sans rougir , présenter de pareils projets ? Eh ! pourquoi vouloir qu'on supprime des charges utiles dans le fond , une juste retraite une récompense à de braves militaires qui ont servi les quarante ans avec honneur , à des ingénieurs qui sont les premiers à périr dans les batailles ? & que veut-on leur ôter ? un misérable émolument qui paie sans aucun doute une taille de boulanger. C'eût été bien plus court de puiser dans *Moliere* les idées d'harpagonage de son avare , & les présenter ensuite à l'état. Il en est

particulier ) elle fera consister au contraire une partie de sa gloire à augmenter l'éclat

---

d'autres de ces brochures qui prennent un essor plus élevé. Animés d'un noble courroux, leurs auteurs y jettent tout par les fenêtres. On ne veut plus d'évêques, plus de religieux, plus de pasteurs, en un mot, pour instruire les peuples, & plus d'armées finalement. On ne peut, comme on voit, pousser plus loin l'esprit économique. Il n'y a dans ces beaux conseils que quelques petites difficultés, mais c'est si peu de choses ! on fait bien, par exemple, que depuis que les instructions de la grande morale ne se font plus si fréquemment qu'autrefois, on s'apperçoit de la licence la plus effrénée dans une foule d'individus des basses classes, parmi les ouvriers notamment. Ils sont devenus pour la plupart si burlesquement philosophes, si malhonnêtes, si grossiers & si brutaux, qu'il n'est plus possible de leur parler. On ne voyoit rien de semblable il y a trente ans. S'il faut dire un mot des évêques & des prêtres, on ne peut disconvenir qu'il y en a beaucoup & beaucoup qui donnent tout leur bien aux pauvres, & ce n'est pas un petit objet que cela pour la Société. Quant à ceux qui tiennent une conduite scandaleuse, qui ne vaquent point aux fonctions du ministère, qui dépensent frivolement leurs revenus, on y remédiera quand on voudra par le moyen d'un synode national, qui tous les ans pourroit connoître des désordres

du trône , par tout ce que la magnificence royale fera fufceptible d'acquérir de plus

---

des méchans évêques , chanoines , religieux & autres fans exception , qui auroit droit de les juger en dernier reffort , de les taxer à des aumônes des trois quarts de leurs revenus , de les forcer au travail , & finir par les dépofer & les jeter même dans des prifons qui ne feroient faites que pour eux feuls , fi les corrections paternelles ne les ramenoient point à la dignité de leurs sublimes fonctions.

Pour ce qui eft des armes , nous penfons que le roi fera fort bien d'attendre encore un peu pour congédier les fiennes , jufqu'à ce que tous les princes de la terre aient figné le projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre , & donné l'exemple de la réforme. Nous croyons même qu'il feroit très-utile de les augmenter , & qu'il feroit à fouhaiter que tous les hommes fans reffources puffent entrer dans le fervice militaire , parce qu'après tout , un foldat ne coûte dans l'année que 91 livres de nourriture & d'entretien ; fi le roi vouloit lui donner un fou de plus par jour , comme je defire le voir , il ne coûteroit que 109 liv. 10 f. pour le non plus , tandis qu'il n'y a pas mendiant dans le royaume qui ne coûte trois à quatre cent livres à la fociété. Il faut conclure de tout ceci , que meffieurs les faifeurs d'économie avec leurs belles indications , ne doivent pas s'imaginer d'avoir

impofant. Elle follicitera de plus le rétabliffement de tous les corps qui complétoient la maifon du roi fous Louis XV , notamment le corps refpectable des grenadiers royaux , dont l'inftitution étoit faite pour former des héros accomplis , & la gendarmerie connue dans tous les fiescles de la monarchie pour avoir concouru à gagner les batailles par fon intrépide valeur. Elle donnera de plus , pour remplir des vues fi nobles , une fomme de cent cinquante millions , ce qui fera les deux tiers de la fomme de fon recouvrement.

III.... Et afin que tout ce qui eft à l'entour du trône annonce que le monarque des François eft véritablement le plus grand roi de la terre , la nation demandera que les princes , princeffes de la famille royale & du fang royal , ajoutent encore à la magnificence actuelle de leurs maifons ; & pour y parvenir , elle fera un don à perpétuité , du fixieme de fon tiers reftant , ce qui fera un objet à peu près de cent douze millions , pour fervir à augmenter les apa-

---

trouvé la chofe ; ils font encore bien loin d'avoir mis la main deffus.

nages des augustes personnes qui appartiennent au souverain.

IV....Le réstant du tiers, dont la somme s'éleve à cinq cent soixante deux millions, sera gardé dans les caisses de toutes les villes & communautés pour subvenir à leurs dépenses particulieres, qui sont : l'entretien des chemins, les embellissemens des villes, les pensions municipales, les secours & restauration des hôpitaux, le soulagement des prisonniers, & généralement tout ce que l'humanité souffrante est en droit d'attendre de l'urbanité de la nation.

C'est dans cet à peu près que je considere l'emploi du recouvrement de l'impôt unique. Je me flatte que les ames honnêtes n'y trouveront rien de contraire à leurs sentimens. En retour de ces précieux avantages dont le souverain & l'état jouiront, la nation sera délivrée à jamais de tous les impôts qu'elle payoit, sans exception d'un seul. Ainsi, plus de tailles, plus de capitation, plus de corvées, plus de droits de traite sur les marchandises, denrées & bestiaux, ni de contrôle, insinuation & papier timbré, ni d'aides & gabelles, ni fermes & régies particulieres des approvisionnemens des villes, ni accaparemens d'entre-

prises , ou autres voleries de mille dénominations différentes , qui mettent les provinces à la mendicité , pour élever des fortunes de rois à des ambitieux infatiables , tandis que l'état est toujours obéré. Enfin , plus de compagnies de commerce privilégiées , ni rien en un mot de ces systèmes monstrueux qui déshonorent une nation éclairée , & qui la rendent égale pour le fait aux nations les plus avilies. Ce n'est pas trop dire , car tel est notre sort , qu'avec un Titus sur le trône ; nous sommes aussi malheureux que les peuples de Barbarie , éternellement écrasés sous le joug oppresseur de leurs tyrans. Tel est notre sort , que pour donner à l'état la portion de son nécessaire , il nous faut souffrir que l'hydre à cent têtes dévore sous nos yeux toute notre substance , & nous arrache jusqu'au dernier morceau de pain. Tel est notre sort enfin , qu'avec la prérogative sacrée d'être tous les enfans d'une même famille , nous soyons dans le cas de nous réunir au nombre de vingt-cinq millions d'individus , & d'adresser au souverain ces paroles désolatrices : *Quel mal vous avons-nous fait , & de quel crime nous sommes-nous rendus coupables envers vous , que vous nous dé-*

*fendez de gagner notre vie dans tel & tel commerce , pour en laisser jouir exclusivement une vingtaine d'ambitieux que vous devez regarder comme vos ennemis & ceux de la nation , qu'ils morguent avec une audace inouïe ( 1 ) ? Ne payons - nous pas*

---

(1) Voyez comme l'esprit de mensonge & de tyrannie marche toujours à côté du monopole. Est-il possible de mentir avec plus d'impudence au roi & à la nation , que ce qu'ont fait les principaux agens de la compagnie des Indes , quand ils ont dit que de simples particuliers ne pouvoient entreprendre un commerce semblable à cause de la grandeur des fonds qu'il exige ? Quelle grossière absurdité ! Il est de fait qu'on peut se présenter à ce commerce avec un capital ordinaire de cent mille écus. Il est de notoriété publique qu'il y a dans chaque grande ville du royaume douze à quinze particuliers qui ont fait ce commerce avec des fonds depuis deux millions jusqu'à douze chacun , & qu'ils s'y tiennent encore en faisant passer leur capital chez les nations voisines. Les plus simples pourront juger combien le monopole d'une compagnie est destructeur. Quelle différence d'abord dans le nombre de ses expéditions avec celui d'une masse nationale , & quelle différence par conséquent dans le produit des droits aux domaines du roi ! Ajoutez à cette moins-value les provisions d'un commissionnaire étranger , auquel on est forcé de

*tous les charges de l'état ? Pourquoi cette prédilection extraordinaire pour vingt par-*

---

recourir , & l'avantage qu'y trouvent encore les autres états en employant leurs matelots au préjudice des nôtres. Osera-t-on se replier sur l'exemple du grand Colbert ? Mais cet immortel ministre fut le créateur du commerce en France ; ce fut lui qui rendit la nation commerçante , & quand il établit une compagnie des Indes , il ne pouvoit faire autrement , puisqu'il s'agissoit d'un commerce nouveau. Certainement s'il vivoit aujourd'hui , la nation n'auroit pas eu des plaintes à lui faire , parce qu'il auroit su connoître ses connoissances & ses moyens. Quel homme ! c'est celui-là qu'on pouvoit appeller un grand ministre ! La France entière jouira pendant des siècles du fruit de ses travaux , pourvu que l'on proscrive les abus qui s'efforcent de nous en priver.

Il seroit à propos de dévoiler ici les innombrables vexations de la compagnie actuelle des Indes. Le temps ne le permet pas. Je n'en citerai qu'une qui s'opere dans ce moment ; elle en vaut seule beaucoup d'autres. Un gèreur de cargaison veut faire le retrait de ses recouvrements à l'île de France ; il ne peut le compléter , parce qu'il ne trouve plus ni denrées , ni lettres de change sur le trésor. Cette île cependant offre des marchandises de l'Inde qui s'y trouvent accumulées dans une stagnation ruineuse. Le gèreur s'adresse à l'agent de la compagnie pour demander la per-



*iculiers , au detrimement de vos innombrables sujets ? Nous vous aimons comme le*

---

mission de faire quelques achats ; celui-ci vend cette permission en bonne & due forme , moyennant cinq pour cent sur la valeur de ces achats. Le vaisseau arrive à l'Orient ; la compagnie se fait des marchandises de l'Inde qui s'y trouvent , comme objets préjudiciables à son privilege , les retient sous sa clef pendant les dix-huit mois , en menaçant même de les garder , si bon lui semble. Ainsi , non-seulement elle se fait de la propriété des citoyens , mais elle viole encore un droit qu'elle a vendu à prix d'argent ; & c'est en France que s'exercent de semblables avanies , & c'est ainsi qu'on traite la nation , c'est ainsi qu'on lui crache au visage , c'est ainsi qu'on brave & qu'on trompe un bon roi ! Que les directeurs osent crier à la déclamation & au mensonge , je les attends. Que me répondront-ils , quand je leur dirai que je suis moi-même l'un des nombreux réclamateurs contre cette affreuse avanie ? Que me répondront-ils , quand je leur demanderai de quel droit ils me retiennent mon bien depuis cinq mois passés ; quand je leur demanderai s'ils paieront le pain que je mange , s'ils satisferont mes créanciers ? Ah ! laissons tomber le rideau sur ces scenes abominables ; il y auroit là , comme on dit , de quoi parler en toute langue. Graces au ciel , tout a son terme. Les temps sont venus que ce commerce n'est plus propre ni aux particu-

*meilleur des rois ; nous vous idolâtrons  
comme le plus tendre des peres , & vous*

---

liers, ni moins encore à une compagnie. Les Anglois, tout puissans dans l'Inde, font ce commerce avec un avantage de trente pour cent sur les François ; ils ont en sus la fleur des marchandises, & ceux-ci leur rebut : quelle marge pour une ruine infaillible !

La révolution des finances, en détruisant les fermes, doit régénérer sans contredit toutes les sources de l'agriculture, du commerce & de l'industrie. La proscription de la compagnie des Indes doit entrer nécessairement dans le nouvel ordre des choses ; cependant on ne doit pas s'imaginer que toutes les améliorations soient achevées là. Nous aurons atteint les plus grandes sans doute ; mais beaucoup d'autres seront encore à faire pour les mœurs, pour l'éducation de la jeunesse, pour l'instruction des gens de la campagne qui manquent par-tout de pasteurs. Beaucoup d'autres seront encore à faire dans les colonies. Mais une de ces grandes améliorations seroit une entreprise d'une réussite infaillible, qui, sans troubles, sans déclaration de guerre, par la négociation seulement, verseroit les plus grandes richesses dans notre commerce, en lui ouvrant une sphère immense de débouchés infiniment plus considérables que ceux que nous faisons dans la totalité de nos expéditions coloniales, & dont nous jouirions la même année.

*nous rejetez de la distribution de vos bienfaits. Ah ! SIRE , votre ame sensible sera*

---

Malheureusement cette idée n'est point de nature à être développée dans un livre. Je dois me taire , & me contenter de jouir du secret de ma pensée , parce que je suis convaincu qu'il n'y a rien de désespéré pour ma patrie ; qu'elle pourra se relever demain des maux horribles qui la désolent , & se montrer au milieu des nations plus heureuse & plus triomphante qu'elle ne l'a jamais été.

Je fais bien que c'est avancer tout ce qu'il est possible d'avancer ; car je n'ignore pas que nous avons coupé nous-mêmes mille fois le fil de nos brillantes destinées. Je n'ignore pas que, long-temps avant la découverte du nouveau-monde , les François exploitoient le plus riche commerce d'or , d'ivoire & de denrées précieuses sur les côtes d'Afrique , & que les tristes restes de nos colonies y portent encore aujourd'hui les noms du petit Dieppe , du petit Paris & du petit Versailles. Je n'ignore pas que nos vaisseaux suivirent de près ceux de Colomb , & que nous étions établis au Brésil avant que les Portugais s'y montrassent. Je n'ignore pas que des voyageurs françois avoient déjà parcouru les Moluques , & présenté des projets d'établissement , lorsque les Hollandois n'étoient pas même encore une puissance libre. Je n'ignore pas que le royaume de Siam , les souverains de l'Inde & de la Perse ,

*brisée de douleur , quand vous reconnoîtrez le mal que nous souffrons depuis que vous avez écouté le conseil des méchans. Voyez ce refoulement de nos malheureuses affaires ; voyez comme le besoin de travailler nous presse & nous entasse les uns sur les autres ; voyez comme nous nous écrasons dans la petite sphere que vous laissez au débouché de notre industrie ; voyez comme l'agriculture souffre depuis que le commerce , son premier agent , a commencé de s'écrouler sur ses bases. Nous en sommes réduits à ce*

---

offrirent à Louis XIV les établissemens les plus lucratifs , les alliances les plus avantageuses , & que nous avons perdu tous ces biens , ainsi que les vastes contrées de l'Acadie , du Canada , de la Louisiane , & tant d'îles importantes de l'Atlantique. Mais n'importe ; de nouvelles destinées nous préparent encore un avenir heureux. Nous nous releverons de l'abîme où nous sommes tombés quand notre heure sera venue. Tout dépend de la volonté du monarque ; il n'a qu'à dire , & sans commettre d'injustices , sans troubler le repos des nations , la France entièrement régénérée récupérera plus de gloire , plus de prospérité , plus de puissance , & sur-tout plus de bonheur , qu'elle n'en eut sous le siecle de Louis-le-Grand.

point de malheur , que ni les talens , ni l'amour du travail , ni notre probité , ni notre économie , ne peuvent nous servir de rien pour acquérir le nécessaire aux premiers besoins de la vie. Tous les canaux de circulation sont engorgés ; la consommation nationale est rétrécie de moitié par les pertes successives des colonies. Les loix prohibitives des nations étrangères nous arrêtent de toute part. Nos beaux jours se sont écoulés ; nous périssons ; nous nous desséchons comme ces arbres languissans que le ver destructeur dévore dans ses racines , & qu'un ciel inexorable n'arrose plus de ses bénignes influences. **ROI DES FRANÇOIS ! QUE FAUT-IL QUE NOUS DEVENIONS ?....**

La suppression de tous les impôts & de toutes les fermes doit entraîner celle de leurs agens. Nous nous ferons un devoir de parler du traitement qui pourra être fait à ceux qui n'ont que leurs salaires pour vivre ; mais afin de ne point déranger l'ordre de notre ouvrage , nous indiquerons ici la méthode du nouveau plan.

*Méthode concernant la perception de  
l'impôt unique du toisé.*

I.... Il sera nommé dans toute l'étendue

du royaume , c'est-à-dire , dans toutes les communautés des villes , bourgs , villages , paroisses , hameaux , des commissaires-receveurs , répartis par quartiers & îles de maisons , selon l'ordre ci après , en prenant Marseille pour exemple.

II.... Cette ville étant divisée en quatre quartiers principaux , aura quatre commissaires généraux , habitant chacun dans son quartier.

III.... Toutes les îles de maisons auront chacune un commissaire , habitant dans son enceinte.

IV.... Tous les quartiers du territoire auront chacun un commissaire , habitant pareillement dans son enceinte.

V.... Cette nomination faite , il sera ordonné aux commissaires d'îles de maisons de procéder au toisage de toutes les maisons de leurs districts , sur tous les planchers , en commençant par les hôtels & les maisons religieuses , depuis les caves & les appartemens situés immédiatement sous les toits : ils feront mettre un numéro à chaque maison & un numéro à chaque île. Le toisage se fera avec une mesure de douze pieds , qui s'appellera *un toisé* , & ils feront le mesurage en multipliant le

long par le large pour avoir le nombre de toisés carrés.

VI... Le toifage fait , il sera remis à chaque propriétaire un tableau des toisés de sa maison , & le propriétaire paiera l'opération du maçon-mesureur , à raison d'un sou par toisé.

VII... Le mesureur sera remboursable à qui de droit des erreurs qu'il aura pu faire : au propriétaire , s'il a donné quelque toisé de trop ; au commissaire-receveur de l'impôt , s'il en a rapporté de moins.

VIII... Et pour fixer le tableau des toisés , il sera fait un second toifage le mois après la perception. Le commissaire-receveur dressera le répertoire de toutes les maisons de son district , & la communauté en aura le tableau général dans ses archives.

IX... Toutes les maisons qui seront augmentées de quelqu'étage , seront pareillement augmentées sur le tableau de leurs toisés , sous les peines imposées , tant au propriétaire qu'au maçon , obligés l'un & l'autre d'en faire la déclaration au commissaire de l'île , & pareille déclaration sera faite pour les maisons neuves.

X... Il y aura des quittances imprimées , pour délivrer à chaque propriétaire de

maison, lors du recouvrement, l'impôt.

XI.... Le propriétaire qui donnera des maisons en rente, se fera rembourser de ses rentiers ; & tout rentier qui , sans avoir pour le moment de quoi payer son loyer , voudra commencer par payer son impôt , sera en droit de l'offrir à son propriétaire , & celui-ci ne pourra lui refuser la quittance pour cet objet.

XII.... Les maîtres de chambres garnies distingueront toujours dans leurs quittances le montant du loyer des appartemens d'avec celui de l'impôt , qu'ils y mentionneront à part , selon ce qui revient par quinze jours ou pour le mois.

XIII.... Toute maison & tout local de marchandises paieront l'impôt , soit qu'ils soient occupés ou non.

XIV.... La dette de l'impôt sera la première de toutes les hypothèques , & le local en répondra toujours sans le moindre délai du temps donné pour cette perception.

XV..... La perception pourra se faire dans le premier mois de l'édit rendu , & par la suite dans tout le courant du mois de juillet , qui est l'issue du plus grand nombre des récoltes.



XVI.... Tout ce qui est censé appartenir à l'homme pour son propre logement, sera imposé à huit livres le toisé carré. Tout ce qui servira pour le logement de ses bestiaux, denrées, marchandises & ateliers, sera imposé à quatre livres le toisé carré.

XVII.... L'habitation de l'homme sera mesurée depuis les bas-offices, où sont les cuisines, salons de plein-pied, & tous les étages jusques sous les toits dans l'intérieur des appartemens. S'il se trouve quelque atelier dans les dépendances des étages, c'est-à-dire au-dessus du rez-de-chaussée, un pareil local sera censé réunir l'habitation de l'homme & celle d'atelier; par conséquent il paiera huit livres le toisé carré comme habitation de l'homme.

XVIII.... L'habitation des propriétés mobilières sera comprise dans les caves, piles à huile, boutiques ou magasins à rez-de-chaussée, ateliers de toute espèce, comme savonneries, verreries, papeteries, brasseries, écuries, greniers à foin, celliers, cafés, métairies, bergeries, moulins, & généralement tout ce qui n'est pas destiné à servir de logement aux hommes, autant que ce sera au rez-de-chaussée ou sous terre; tout local semblable paiera, comme

nous avons déjà dit, quatre livres pour son toisé carré. Nous laissons en arriere les ateliers & les chantiers en plein air, parce que ces propriétés sont toujours représentées dans le local de logement de leurs possesseurs.

XIX.... Les monasteres & toutes maisons religieuses seront mesurés comme les autres maisons, dans l'intérieur des cuisines, réfectoires, chambres & salles d'assemblée, & paieront de même huit livres le toisé carré ; l'église & la sacristie ne seront point toisées.

XX..... Les salles de spectacle & tous lieux de jeu d'exercice seront regardés comme habitations de personnes ; ils seront mesurés sur le théâtre, aux loges, au parterre, & paieront huit livres le toisé carré, sans préjudice des droits d'hôpitaux.

XXI.... Quand le mois destiné pour le recouvrement de l'impôt sera venu, les commissaires de chaque île se présenteront pour recevoir, & tout le courant du mois sera donné aux contribuables.

XXII... Le dernier jour expiré, les commissaires-receveurs verseront leur recette dans la caisse du commissaire général de leur quartier de ville, & les commissaires

généraux dans la caisse de la communauté. Le même ordre sera suivi par tous les commissaires du territoire.

XXIII.... Après la perception, chaque communauté paiera sur les lieux les dépenses qui lui seront indiquées par le gouvernement; elle prélèvera ce qui lui revient pour elle-même, fera parvenir son solde à la caisse de la province, & celle-ci remettra de suite à la capitale dans les coffres du trésor royal.

XXIV.... Les commissaires - receveurs n'auront aucun appointement, pas même la remise de leur impôt; mais ils jouiront des graces du souverain, telles que l'exemption de tutele, de logement de troupes, de milices pour leurs enfans. Leurs maisons auront la fauve - garde du roi avec ses armes : ils pourront avoir entrée & voix dans les conseils municipaux, sans qu'on s'arrête à leurs professions, & encore telles autres prérogatives qui paroîtront convenables pour récompenser la peine de ces agens citoyens.

XXV.... Dans un cas de vol de la part d'un commissaire (ce qui n'arrivera sans doute jamais), la communauté sera tenue de payer le montant de la recette empor-

tée, & l'état ne pourra jamais perdre, sous quelque prétexte que ce soit.

Je crois que ces détails sont suffisans pour donner une idée de la méthode qu'il faudra suivre, sauf les plus amples observations auxquelles on avisera.

*Traitement qu'on peut faire aux agens des fermes supprimés, soit ceux des fermes de l'état, comme ceux des fermes des villes.*

Maintenant voici l'objet qui a toujours empêché de détruire les fermiers généraux ; mais, disoit-on, que deviendra cette meute de *gapians* ? D'abord les collecteurs de la taille sont des citoyens honnêtes, qui n'ont pas besoin du produit de la collecte pour vivre, & qui, par la disparition des impôts, en seroient eux-mêmes plus à leur aise, & seroient toujours nécessaires pour le recouvrement de la *toise*. Les peseurs sont aussi nécessaires pour le bon traitement des affaires de commerce, moyennant le seul droit de leurs peines. Le petit droit de contrôle pourra, par exemple, être fixé à vingt sous par mille livres ; ce qui produira de très-forts appointemens  
pour

pour les commis : ainsi tous ces messieurs conserveront leurs emplois, en supprimant les impôts attachés aux affaires qui les occupent ; leurs émolumens seront toujours les mêmes. Je ne considère donc sans place que ceux qui fouillent les passans ; nous allons y pourvoir. D'abord il faudra de ceux-ci pour les frontières du royaume & pour les ports de mer : ces douanes occuperont les deux tiers de ces gardes , qui seront sous les ordres des communautés locales , & payés sur les sommes des recouvremens : ils auront en sus les profits des saisies qui leur seront laissées aux trois quarts , pour les encourager à veiller aux introductions frauduleuses. Comme il pourroit se faire qu'il restât encore quinze à vingt mille hommes sans emplois, ils pourroient prendre le parti des armes ; on fait que ces messieurs ont l'ame très-belliqueuse : d'autres s'adonneroient à l'agriculture , qui sera honorée en France tout comme à la Chine : d'autres se placeront dans les manufactures ; d'autres recevront une petite retraite , & seront assistés de leurs parens : la mort & les galeres de mer & de terre , que l'on fera construire , nous débarrasseront du reste. Quant aux riches qui se

trouveront supprimés , ils ont joui depuis long-temps d'assez grands avantages , & leur sort ne nous inquiete pas.

Il est temps de sortir de l'arene où l'impulsion du sentiment de patriotisme m'avoit jetté ; heureux si je puis retrouver dans la bienveillance que j'ambitionne , tous les suffrages que me donne la pureté de mon intention.

F I N.

